Burundi : le directeur d'une radio privée libéré sous caution

@rib News, 18/02/2015 â€“ Source AFPLe directeur de la trÃ¨s populaire radio privÃ©e burundaise RPA, inculpÃ© depuis janvier de "complicitÃ© d'assassinat" de trois religieuses italiennes, a bÃ©nÃ©ficiÃ© mercredi d'une remise en libertÃ© sous caution, une dÃ©cision saluÃ©e par des milliers de manifestants devant la station.La Cour d'appel de Bujumbura a accordÃ© au directeur de la Radio publique africaine (RPA), Bob Rugurika, "une libertÃ© provisoire sous caution de 15 millions de francs burundais" (environ 8.000 euros), a dÃ©clarÃ© son avocat, Me Lambert Nigarura.

"Nous sommes satisfaits, mÃªme si le dossier reste pendant devant la justice", a-t-il ajoutÃ©. "Nous continuons de demander que toute la lumiÃ¨re soit faite sur les vrais assassins des trois soeurs". M. Rugurika, dont une prÃ©cÃ©dente demande de libÃ©ration avait Ã©tÃ© refusÃ©e en fÃévrier par le Tribunal de grande instance de Bujumbura, n'a pas Ã©tÃ© lib immÃ©diatement, les services concernÃ©s n'ayant pas encore signÃ© le billet d'Ã©largissement nÃ©cessaire. Bob Rugurika avait Ã©tÃ© arrÃªtÃ© le 21 janvier avant d'Ãªtre incarcÃ©rÃ© dans le centre du pays. Il est inculpÃ© de complicitÃ© d'assass mais aussi de manquement Ã la solidaritÃ© publique, violation du secret d'instruction et recel de malfaiteurs et risque jusqu'Ã 20 ans de prison. La justice lui reproche la diffusion des aveux d'un homme qui se prÃ©sente comme l'un des assassins de trois religieuses italiennes de 75, 79 et 83 ans, tuÃ©es en septembre Ã Kamenge, dans le nord de Bujumbura, et qui met en cause de hauts responsables des services secrets burundais, sans expliquer leurs Ã©ventuels mobiles. Cette version prend le contre-pied de celle de la justice, qui a arrÃªtÃ© un jeune homme dans le quartier de Kamenge peu aprÃ¨s les faits. Celui-ci, qui passe pour un "dÃ©sÃ©quilibrÃ©", est accusÃ© d'Ãªtre le seul responsable de ce triple meurtre et a Ã©tÃ© Ã©crouÃ©. Cette thÃ¨se n'a guÃ¨re convaincu au Burundi, en raison notamment d'une prÃ©sence massive de policiers sur les lieux du crime lors de l'assassinat de la troisiÃ¨me religieuse, tuÃ©e plusieurs heures aprÃ¨s les deux premiÃ¨res. - Radio des "sans-voix" - Plusieurs milliers de personnes ont exprimÃ© mercredi leur joie devant le siÃ¨ge de la RPA Ã l'annonce de la libÃ©ration sous caution. Une telle manifestation ne s'Ã©tait plus vue dans la capitale burundaise depuis des annÃ©es. En pointe dans la dÃ©nonciation des inÃ©galitÃ©s sociales, du harcÃ¨lement politique ou encore des abus de l'administration et des forces de l'ordre, la RPA donne rÃ©guliÃ¨rement la parole aux Burundais qui s'estiment victimes de discriminations ou d'injustice. Elle est surnommÃ©e "La radio des sans-voix". "La RPA est le seul protecteur de pauvres gens comme nous les taxis-vÃélos, les domestiques de maison...", a expliquÃ© Pierre, la vingtaine. Un autre manifestant, Jean de Dieu Kazungu, trentenaire, a lui interrompu le deuil d'un membre de sa famille pour venir "fÃªter" cette libÃ©ration. Au Burundi, le deuil d'un parent dure gÃ©nÃ©ralement une semaine, au cours de laquelle on ne sort pas de chez soi. "La RPA est aujourd'hui notre parent Ã nous tous", a-t-il expliquÃ©, estimant que seule la RPA est aujourd'hui capable de faire Ã©clater "au grand jour" la vÃ©ritÃ© dans cette affaire de triple assassinat. Un peu plus loin, des vendeuses ambulantes de fruits, harcelÃ©es pendant des mois par la police et qui disent s'en Ãªtre sorties grÃ¢ce au soutien de la radio, dansent et chantent. "Nous sommes ici pour attendre le retour du directeur de la RPA car nous l'aimons, nous le soutenons: sa radio se bat pour la libertÃ© de tout le Burundi", a expliquÃ© l'une d'elles. Cette mobilisation "montre que Bob Rugurika est devenu un symbole de la libertÃ© d'expression", a estimÃ© le directeur par intÃ©rim de la radio, Alain Ntamagendero, se fÃélicitant de la libÃ©ration de son collÃ¨gue. SociÃ©tÃ© civile et mÃédias burundais se sont mobilisÃés pour la libÃération du journaliste. UE, Etats-Unis et organisations internationales des droits de l'Homme avaient aussi demandÃ© sa remise en libertÃ©. Le pouvoir burundais est accusÃ© de restreindre l'espace politique et de chercher Ã museler les mÃédias et la sociÃétÃé civile, Ã l'approche d'Ãélections gÃénÃérales clÃés.